

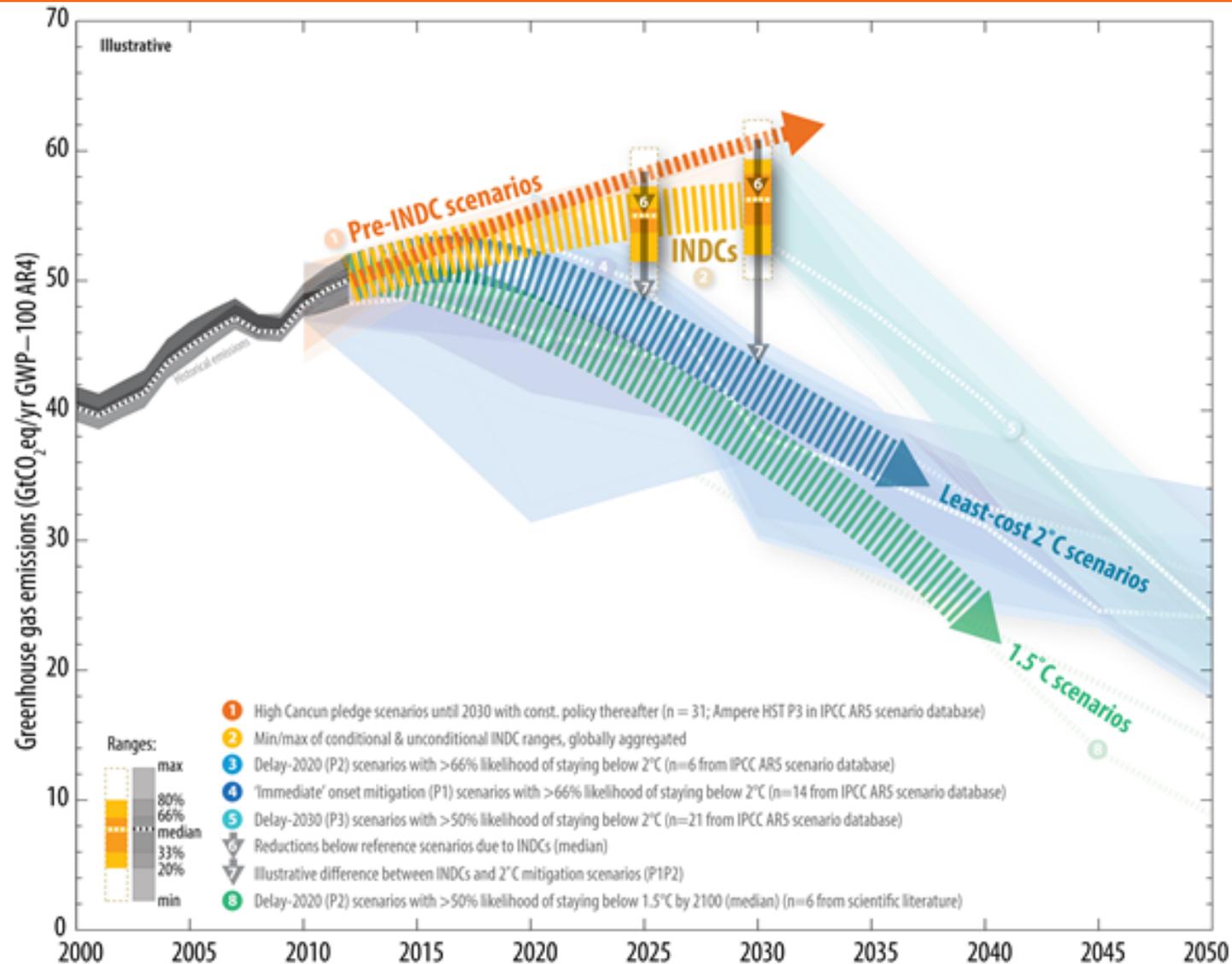
Libérer l'investissement en France et en Europe pour faire face au défi climatique

Alain GRANDJEAN

Conférence - La transition écologique pour relancer l'Europe
organisée par Alternatives Economiques et la Revue Etude

Janvier 2019

Pour respecter l'accord de Paris, le monde doit devenir Zéro Emissions Nettes avant 2100. Nos trajectoires actuelles ne nous y mènent pas.

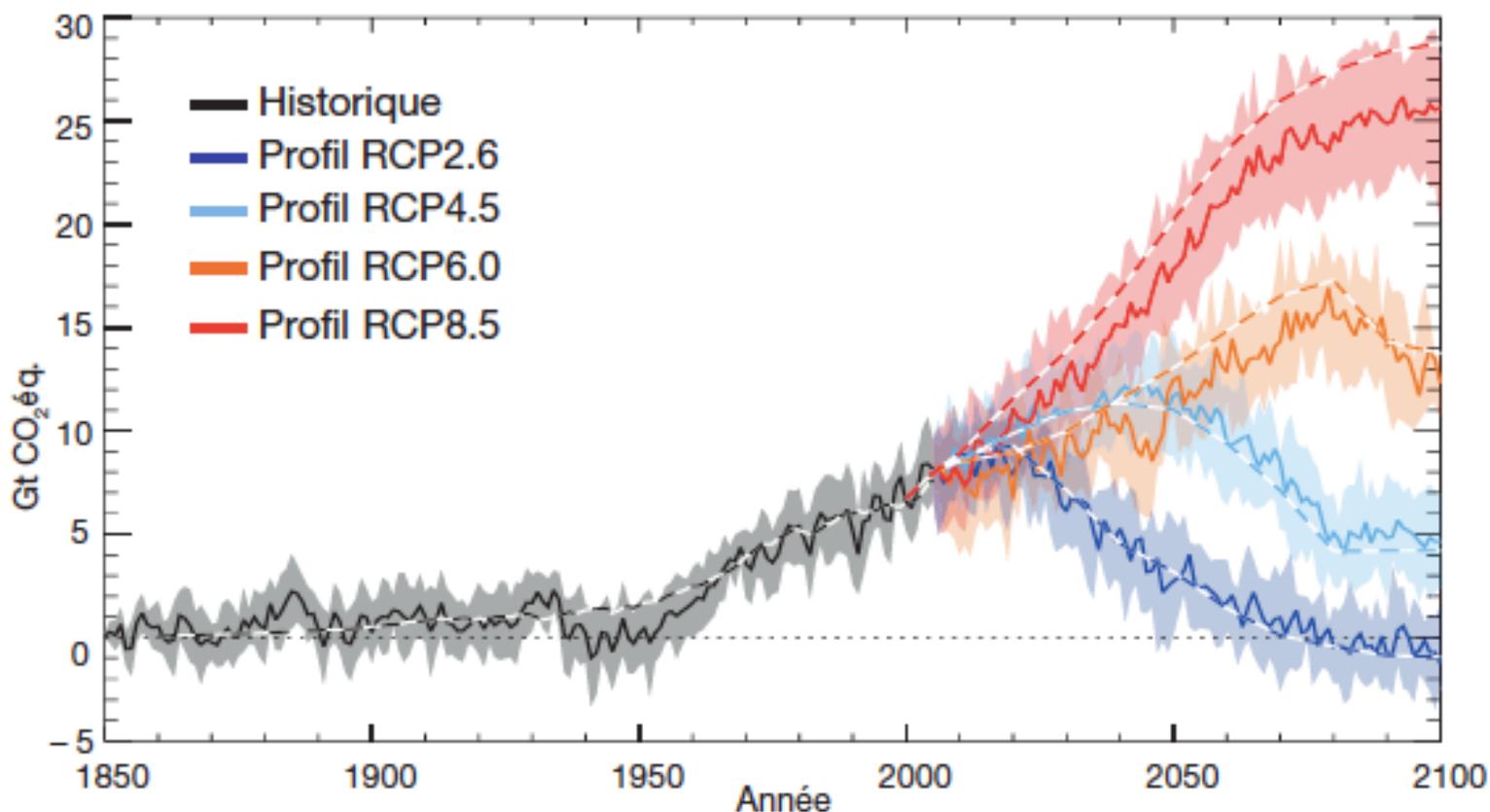


Sources: Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) Fifth Assessment Report scenario database, 1.5 ° C scenarios from scientific literature (see footnote 19), IPCC historical emission database and intended nationally determined contribution quantification

Des investissements massifs à réaliser pour réduire les émissions de GES ET limiter les conséquences vraiment non souhaitables des dérèglements climatiques. Nous sommes face à une incertitude forte.

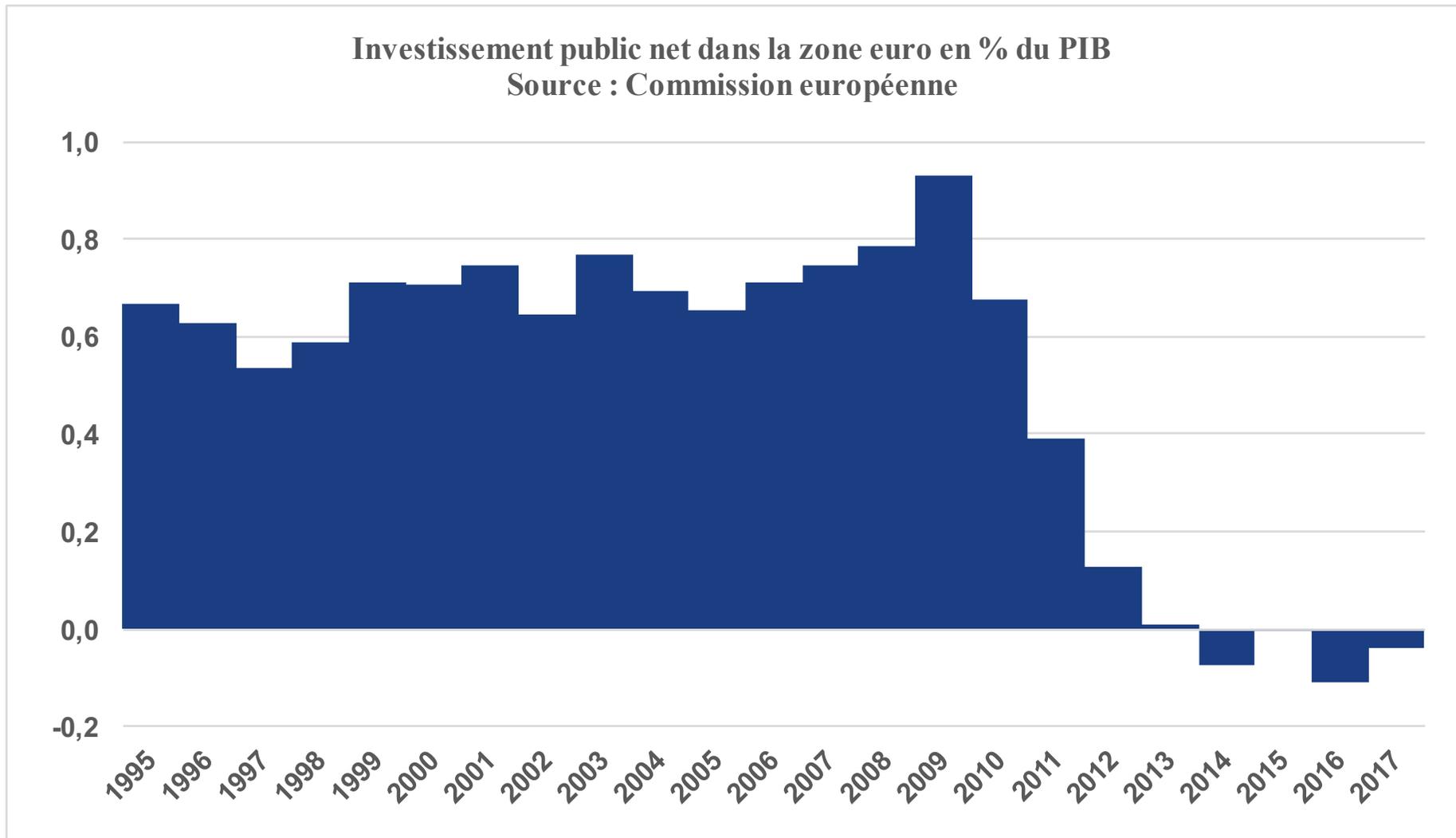
Scénarios et projections climatiques

PROJECTIONS DES ÉMISSIONS LIÉES AUX ÉNERGIES FOSSILES SUIVANT LES QUATRE PROFILS D'ÉVOLUTION DE GES (RCP DU GIEC)



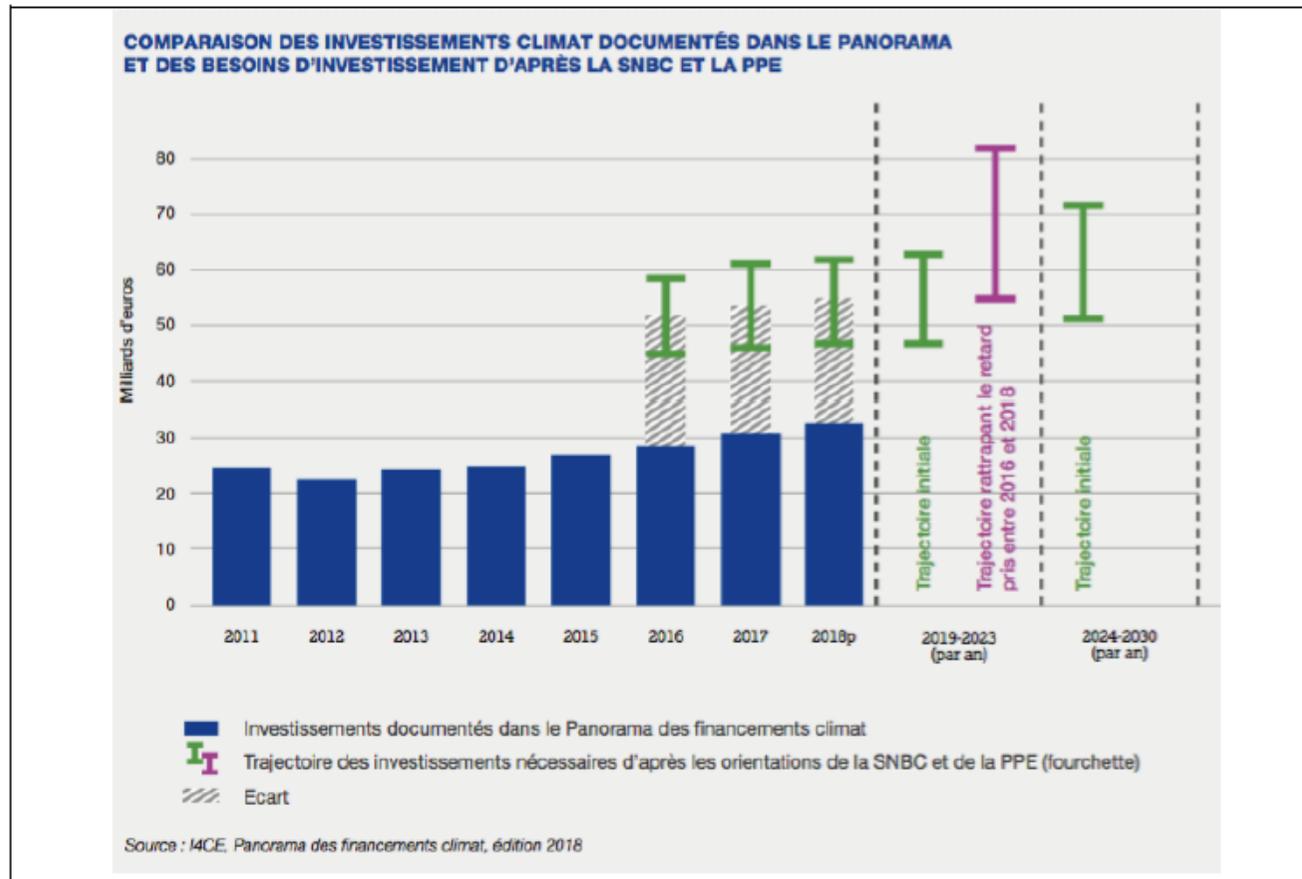
Source : Giec, 1^{er} groupe de travail, 2013

L'investissement public en zone Euro devient négatif



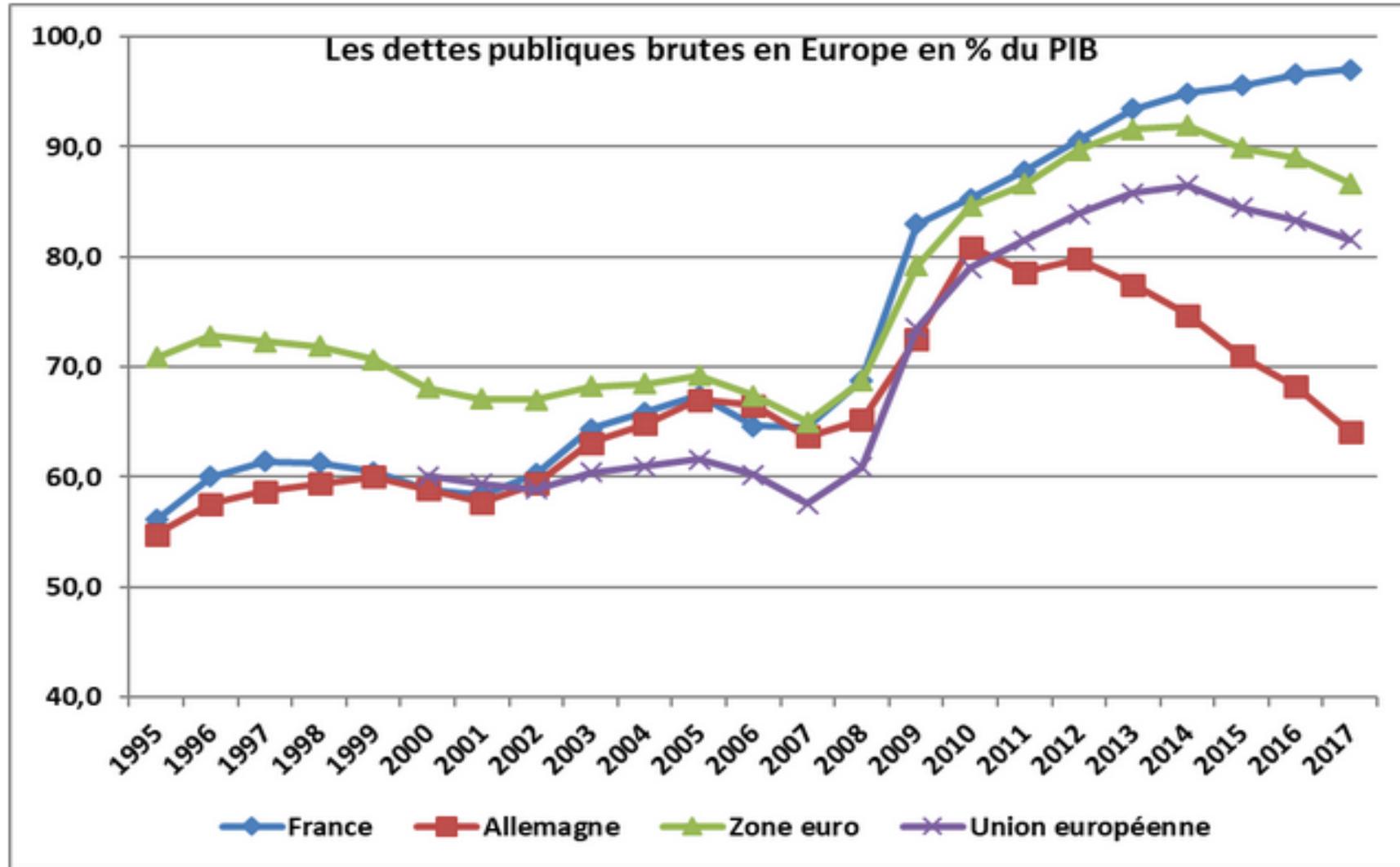
La dépense publique doit être mobilisée à hauteur de 10 à 20 milliards par an pour financer les investissements publics (locaux et nationaux) et rentabiliser les investissements privés.

Le niveau actuel de la taxe carbone est insuffisant pour déclencher les investissements privés nécessaires



L'écart, pour la France, entre les investissements (publics et privés) à réaliser pour se conformer à la Stratégie Nationale Bas Carbone et ceux qui sont réalisés est de l'ordre de 20 à 40 Milliards d'euros par an.

Comment faire quand la France est considérée comme un des mauvais élèves de la zone Euro, et a pris des engagements de réduction de son déficit et de sa dette?



Source : Eurostat ; FIPECO.

Sortir du calcul du déficit les investissements nécessaires à la transition climatique : pourquoi ?

L'Europe fait du climat, et plus généralement de la transition écologique, le cœur de sa stratégie : c'est un projet qui peut la sortir de la triple crise (politique, sociale, économique) actuelle.

La situation globale en Europe est très convenable sur le plan des finances publiques, mais elle n'investit pas du tout assez.

On ne peut pas se permettre de rejouer sans cesse le match des bons et mauvais élèves du déficit alors que l'urgence est celle du climat. Ce serait catastrophique aux plans social, politique et écologique.

La bonne gestion des finances publiques n'est pas incompatible avec un plan Marshall : les dépenses d'investissement ont un effet multiplicateur.

La situation économique d'ensemble de la France est au fond plutôt bonne. Les titres de dette publique française sont toujours placés très facilement à taux très bas (alors qu'elle doit placer 200 Milliards d'euros en 2019) : taux négatif à court terme, 0,6 % à 10 ans et 1,6% à 30 ans.

C'est donc un moment historique pour financer des investissements publics essentiels pour les générations présentes et futures.

Sortir du calcul du déficit les investissements nécessaires à la transition climatique : comment?

Rappels :

- Les traités de l'UE limitent à 3% le déficit public maximal (défini comme le solde de financement au sens du Système européen de comptes)
- Les entreprises privées ne mélangent pas les dépenses d'investissement (nécessaires à leur avenir) et les dépenses de fonctionnement

Comment faire pour sortir de cette contrainte inappropriée?

- Modifier les traités européens ou l'annexe 12 sur les déficits excessifs? Rédiger un nouveau traité?
- Changer le calcul du solde de financement?
- Lever des « ressources propres » européennes (donc des impôts) pour alimenter un fonds climat substantiel et verdir le plan Juncker?
- Utiliser les marges de flexibilité (dont le calcul du déficit structurel) à la main de la Commission Européenne, qui font l'objet de négociations annuelles et d'une doctrine elle-même flexible?

Et l'utilisation des garanties publiques?

- Une voie, étudiée en 2013, avec le projet SFTE, et proposée cette année par le rapport Canfin-Zaouati (projet France-Transition) et Michel Lepetit (assurance-vie IN-GLOBO)
- Permet de réduire le recours aux dépenses publiques pour dérisquer les investissements privés
- Ne suffit pas pour financer les investissements publics.